

Global Electrification

Newsletter: Géopolitique de l'Electricité

☞ Nos études se retrouvent sur www.geopolitique-electricite.fr

Directeur de la Publication:

Lionel Taccoen

Tél : 0660469030

Rédactrice en chef :

Emma Legrand

N° 33 - Géopolitique de l'Electricité – 26 mai 2013

Notre Newsletter « Géopolitique de l'Electricité » est la seule publication sur ce thème en langue française. Elle est mensuelle.

Nous n'avons aucun objectif militant. Nous ne cherchons pas à sauver la planète ni à promouvoir le nucléaire ou le solaire. Nous tentons d'approcher la vérité, en décrivant par des données objectives le passé proche et le présent des secteurs électriques et de leur contexte. Les nombreuses prévisions concernant 2020, 2035, voire 2050, ne nous intéressent que pour l'observation de leur réalisation ou de leur non-réalisation. Nos études sont inédites. Elles utilisent les données provenant directement des acteurs du terrain : réseaux de transport, compagnies d'électricité, rapports officiels nationaux ou internationaux, associations professionnelles ou ONG.

Vous pouvez recevoir notre Newsletter « Géopolitique de l'Electricité » par simple demande par E-mail à geopolitique.electricite@gmail.com

Bulgarie : le drame du chauffage

« Prions pour traverser avec patience et dignité cette crise économique et sociale » Le Président Bulgare le 2 avril 2013, après une vague de suicides et cinq immolations par le feu

Les Bulgares ont un grave problème de chauffage. L'hiver est rude. Le régime communiste avait initié une solution largement réalisée dans les villes : le chauffage électrique. Mais les prix ont explosé. Alors en février 2013, les citoyens sont sortis manifester leur colère. Le Gouvernement a démissionné. Un mouvement social dépassant largement le problème électrique a commencé avec des épisodes dramatiques. De nouvelles élections ont donné un Parlement ingouvernable. Le chauffage n'est pas tout le problème, mais il en fait clairement partie. Un tiers de la population ne parvient pas à se chauffer tout l'hiver. Deux tiers ont recours au bois, totalement ou partiellement. Les forêts sont pillées sans égard pour l'environnement et les mauvaises combustions contribuent à une pollution record de l'air.

Le chauffage insuffisant met en danger la santé des hommes et l'environnement.

Mauvaise gouvernance, corruption et fraudes diverses sont largement responsables.

L'Union européenne et sa Commission ont également leur part. Exiger l'arrêt des tranches nucléaires de Kozloduy 3 et 4, produisant de l'électricité bon marché ne se justifiait pas. Imposer une législation sur les énergies vertes conduit, dès aujourd'hui, à un surcoût rejeté par la quasi-totalité de la population. Par contre un coup de pouce pour l'efficacité énergétique résidentielle serait nécessaire.

La législation européenne sur l'énergie est inadaptée à la Bulgarie, le pays le plus pauvre de l'Union européenne.

La présence du Grand Frère slave, et son bras, la Compagnie russe Gazprom, est lourde et peu généreuse.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Sources principales de données :

Association européenne des réseaux de transport d'électricité, ENTSO-E
 National Statistical Institute – Bulgaria
 Center for Study of Democracy - Sofia
 Friedrich Ebert Institute - Sofia Office
 Projet européen Odyssee – Mure
 Eurostat

I) Le problème du chauffage

Dans la crise actuelle, les augmentations du prix de l'électricité n'ont pas été seulement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La question du chauffage lié au prix de l'électricité n'est pas tout le problème, mais en fait clairement partie et elle a déclenché le mouvement. Comme l'a dit un commentateur bulgare, beaucoup de retraités, l'hiver dernier, ont du choisir entre les médicaments, la nourriture et le chauffage.

L'énergie concourt à la satisfaction de nombreux besoins : dans l'industrie, les services, l'informatique personnelle, etc. Mais dans l'histoire des hommes, dès le paléolithique, elle s'est rendue indispensable pour deux besoins primaires liés à la survie : le chauffage et la cuisson des aliments.

Dans des pays pauvres : afin de permettre la survie de populations, il est quelquefois nécessaire de subventionner l'énergie pour que la nourriture puisse être préparée ou que le froid ne fragilise pas des santés chancelantes. Il arrive que des « experts » de grandes Institutions internationales, qui n'ont jamais remarqué que l'hiver diminuait le nombre de mendiants dans maints pays défavorisés, demandent la fin de ces subventions.

Au sein de l'Union Européenne, un peuple s'est révolté car il ne parvenait plus à se chauffer l'hiver. La Bulgarie est le pays le plus pauvre de l'Union Européenne. C'est donc cette question, vitale, que nous allons étudier, car il se trouve qu'elle est notablement liée à la fourniture d'électricité.

Le pays a un climat continental avec dans certaines régions une influence méditerranéenne. L'hiver est généralement froid et enneigé. En janvier la température moyenne est de 2°C à Sofia contre 5°C à Paris. Les statistiques nationales indiquent que 34,10% de la population se chauffent au bois et 28,6% à l'électricité. La proportion utilisant l'électricité monte à 38,3% dans les villes¹. Le chauffage au gaz est marginal, les autres modes sont le charbon (20%) et le chauffage urbain (16%).

Non seulement un tiers de la population se chauffe au bois, mais un autre tiers a recours à ce même combustible comme appoint. Un tiers de la population² « ne parvient pas à chauffer son habitation tout l'hiver ». La consommation moyenne d'énergie pour le chauffage d'un logement, par m², est, en Bulgarie 40% plus faible que la moyenne de l'Union européenne.

Le problème du chauffage n'est pas résolu en Bulgarie. Les Bulgares souffrent du froid. La lutte contre le froid est un grave problème pour un pays aux hivers rudes et au niveau de vie faible. Le froid fragilise la résistance aux maladies et la mauvaise combustion du bois contribue à une pollution record de l'air³. La surmortalité reste à mesurer.

L'Union européenne encourage l'usage de la biomasse, donc du bois, mais dans un strict respect des écosystèmes. L'usage du bois de chauffe en Bulgarie n'a rien à voir avec cela. La signification de la forte utilisation du bois, et aussi du charbon, pour le chauffage est claire. C'est la grande pauvreté d'une partie notable de la population qui l'explique.

On peut estimer à 13 millions de m³ la consommation annuelle de bois. Le problème est que la production officielle mesurée par le Ministère local de l'Agriculture est de 4,5 millions de tonnes⁴. Les Bulgares, pour lutter contre le froid, pillent leurs forêts :

¹ Cité par le Center for Study of Democracy dans "Energy saving technologies in the Bulgarian residential sector" 2013

² Friedrich Ebert Foundation –Office Bulgaria- "Green Growth and Sustainable Development for Bulgaria" "Publié par le « Center for Study of Democracy » Sofia Fév 2012. Par Denitza Mantcheva, Stefan Karaboev, Ruslan Stefanov.

³ Le Rapport 2011 des Nations Unies pour le Développement indique une mortalité due à la mauvaise qualité de l'air de 437 décès annuels par million d'habitants, record d'Europe avec la Roumanie. La part de la combustion du bois, certainement notable n'est pas isolée. Le rôle du froid par la fragilisation des défenses de l'organisme n'est pas mesuré.

⁴ Friedrich Ebert Foundation Op cité.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen
taccoen.lionel@numericable.fr
 21, rue d'Artois - F-75008 Paris

180 km² de forêts sont ainsi détruits tous les ans « en violation flagrante de la législation environnementale⁵ ».

Du temps du communisme, le pouvoir avait poussé une solution : construire un parc nucléaire important produisant de l'électricité bon marché et développer le chauffage et la cuisine électrique. Les augmentations récentes du prix de l'électricité rendent ce choix trop onéreux. Aucune politique de rechange n'ayant été mise en œuvre, le problème du chauffage est devenu très grave. Le résultat est dommageable pour la population, dont la santé est fragilisée l'hiver, et l'environnement avec le pillage des forêts et une pollution record de l'air.

Le chauffage à l'électricité : près de 40% des citoyens. Le prix le plus bas de l'Union européenne ...et une explosion de colère.

C'était la solution prônée par le pouvoir communiste. Le prix de l'électricité en Bulgarie était fixé très bas. Il a sérieusement augmenté même s'il reste le plus bas de l'Union Européenne. Mais les Bulgares, peuple le plus pauvre de l'Union, n'arrivent plus à payer.

Pour les particuliers, il était de 8,74 centimes d'euros le kWh en 2011, alors qu'en France la même année, il était payé 14,23 centimes⁶. On notera que le prix bulgare, qui paraît atypique en Europe est proche du prix moyen aux Etats-Unis (équivalent à 9 centimes le kWh en 2012). Le problème est que ce prix augmente rapidement :

Voici les variations des prix pour les particuliers suivant Eurostat (en centimes d'euros)⁷ :

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
5,98	6,8	6,9	6,75	7,21	8,23	8,18	8,74	9,4 ⁸

Etude du Center for Study of Democracy (CSD) sur le coût de l'électricité pour un ménage moyen⁹ :

L'ONG de Sofia considère la « consommation moyenne » du ménage bulgare, estimée à 306 kWh par mois suivant les données actuelles de l' « Institut National de Statistiques ». On notera que cette « consommation moyenne » correspond à plus de 3500kWh/an, ce qui est élevé compte tenu du développement du pays. Par habitant, la Bulgarie consomme presque deux fois plus d'électricité que la Roumanie voisine. Cela s'explique par l'utilisation de l'électricité pour le chauffage, comme indiqué plus haut, mais aussi pour la cuisine.

Le Rapport estime le coût mensuel correspondant suivant la tarification en vigueur en 2011 à 27 euros. En considérant la tarification du second semestre 2012 indiquée par l'Institut National de Statistiques local, nous parvenons à une facture mensuelle 29 euros par mois par ménage.

Ce coût, certes, ne rebuterait pas le consommateur français. Mais le salaire bulgare (350 à 400 euros) est en moyenne le quart du français. La retraite mensuelle moyenne est de 150 euros. Les quelques 40% de citoyens qui se chauffent à l'électricité reçoivent des factures bien plus élevées. Celles concernant les mois d'hiver doivent être particulièrement salées. Que les manifestants de février 2013 aient mentionné des factures mensuelles correspondant à 80, 100 euros, voire plus, est tout à fait crédible. Rapportées aux salaires et retraites moyens, cela tend à l'insupportable. Que les manifestations aient été essentiellement urbaines s'explique par le taux élevé de chauffage électrique en ville. Un hiver rigoureux et une augmentation des prix de l'électricité de 10% a causé l'explosion de colère. Celle-ci aurait pu survenir avant février 2013.

L'utilisation de l'électricité pour le chauffage en Bulgarie devient une charge financière de plus en plus lourde, voire intolérable alors que de nombreux logements urbains ont été conçus pour cela. Compte tenu de l'importance du chauffage électrique dans les villes, il aurait du être évident qu'une augmentation constante des prix de l'électricité mènerait à de graves difficultés, voire à des troubles. Ceux qui ont éclaté en

⁵ Center for Study of Democracy.

⁶ Eurostat, EU Energy in Figures 2012, p.109.

⁷ L'utilisation de l'euro permet, en partie, de corriger de l'inflation

⁸ Chiffre provenant de l'Institut National de Statistiques bulgares pour le second semestre 2012. Un BGN lev=0, 51 euro.

⁹ CSD « Why Electricity Bills in Bulgaria Spoiled the Party » 2013

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

février 2013 ont provoqué une crise sociale et politique majeure, qui est loin d'être terminée.

Sans avoir de chiffres aussi précis, Global Electrification constate également un retour au chauffage au bois provenant de coupes forestières incontrôlées en Grèce et en Espagne. Nous estimons que ce phénomène devrait provoquer une prise de conscience au niveau européen de la non-adaptation de certaines législations européennes et inciter à des mesures correctives.

II) Le nucléaire bulgare et la Commission européenne.

- L'électricité d'origine nucléaire est la source d'électricité la moins chère du pays

Le pouvoir communiste avait favorisé l'énergie nucléaire. Cinq réacteurs furent mis en service avant la chute du régime, le sixième deux ans plus tard en 1991. Tous étaient situés à Kozloduy, sur le Danube. La puissance nette totale était de 3538 MWe. Les six tranches nucléaires sont de construction russe. A cette époque, le nucléaire fournissait plus de 40% de l'électricité. Le pays s'était taillé une place d'exportateur régional d'électricité exportant 8 TWh vers la Grèce, la Turquie, la Serbie et la Macédoine. Nous verrons qu'il continue à exporter.

- Le G7 décide l'arrêt de certains réacteurs de conception russe (1992)

En 1992, lors d'un sommet du G7 à Munich, une position de principe fut adoptée, considérant les réacteurs de type russe RBMK ou de première génération VVER comme « impossibles à améliorer pour des raisons économiques ». La centrale de Tchernobyl(RBMK) serait entrée dans ces catégories.

Les tranches 1 à 4 de la centrale bulgare de Kozloduy (VVER) étaient aussi concernées.

La Commission européenne imposa alors l'arrêt de ces quatre réacteurs comme conditions à l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne. Le Gouvernement bulgare retarda ces arrêts le plus possible, indiquant, entre autres, que leur fonctionnement facilitait le chauffage l'hiver et évitait des décès dus aux maladies respiratoires. La Commission européenne finança des travaux d'amélioration de la sûreté des installations.

Les tranches 1 et 2 furent stoppées en décembre 2002. Elles avaient fonctionné 27 et 28 ans .Leurs sûreté avaient été améliorées.

- Un Rapport de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique favorable au nucléaire bulgare (2002)

Pour les tranches 3 et 4, un vif débat s'engagea, car elles étaient plus modernes et leur sûreté avait été nettement revue et corrigée suivant les standards internationaux. Le 9 juillet 2002, l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) publia un communiqué de presse :

« La mission de l'AIEA a conclu que le niveau de sûreté, dans sa conception et ses conditions opérationnelles, de Kozloduy 3 et 4, correspond aujourd'hui au niveau des autres réacteurs [occidentaux]... » Le texte ajoute :

« Notre analyse confirme que les réacteurs peuvent faire face aux accidents de refroidissement... De nombreuses mesures excèdent celles qui étaient prévues ... en particulier en cas de séisme... Le personnel technique et la direction de la centrale sont motivés et donnent la plus haute priorité aux questions de sûreté de façon permanente... »

- La Commission européenne refuse de prendre en compte l'avis de l'AIEA, confirmé par l'Association Mondiale des Opérateurs Nucléaires (WANO) et impose la fermeture de Kozloduy 3 et 4.

Cette attitude provoquera une question écrite du député européen britannique Giles Chichester¹⁰ au Commissaire européen à l'Energie, Verheugen¹¹ :

« La Commission pourrait-elle expliquer pourquoi elle ne retient pas les conclusions de l'AIEA ? La Commission a-t-elle adopté d'autres critères [que l'AIEA] ? Qui aurait pris la décision d'adopter d'autres critères et quand ? La Commission a-t-elle fondé sa décision sur des rapports d'experts ? Dans la négative, pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? [Dans le cas inverse], qui a contrôlé la qualification de ces experts ? Sur quel budget ont-ils été payés¹²... »

Voici les extraits de la réponse du Commissaire :

¹⁰ Egalement Président du Forum Européen de l'Energie depuis 2004.

¹¹ Question écrite E-2527/02 du 11/09/2002

¹² Question importante : le Parlement européen a tout pouvoir pour contrôler les dépenses de la Commission

« La Commission rappelle que le Groupe de Travail du G7 a affirmé que la conception de certains types de réacteurs [n'étaient pas améliorables] ».

« La Bulgarie s'est engagée à la fermeture de Kozloduy 3 et 4... ».

« [Le rapport de l'AIEA cité] n'indique pas dans quelle mesure les résultats obtenus grâce au programme de modernisation ont pu combler les lacunes que présentait la conception initiale ... ».

On ne trouve dans la réponse du Commissaire aucune référence à un document d'experts mettant en cause les conclusions de l'AIEA.

- La résistance du Gouvernement bulgare à l'arrêt des réacteurs 3 et 4 de Kozloduy

Le Gouvernement bulgare a résisté jusqu'au bout à la Commission européenne. L'adhésion du pays à l'Union européenne prenait date le 1^{er} janvier 2007. Les réacteurs 3 et 4 de Kozloduy ont été stoppés le 31 décembre 2006 à 22 heures. L'article 36 du Traité d'adhésion de la Bulgarie, permettait, dans un délai de trois ans, la remise en route des réacteurs de Kozloduy 3 et 4 en cas de crise majeure. La Bulgarie a souffert des disputes entre l'Ukraine et la Russie quant à son approvisionnement en gaz, en particulier lors de l'hiver 2008-2009. A cette époque, le Gouvernement bulgare, appuyé par son Parlement (vote du 23 janvier 2009) a demandé en vain, la remise en route des réacteurs 3 et 4 de Kozloduy. Les Bulgares les avaient gardés soigneusement en état de fonctionner à cette date.

- La Bulgarie ne parvient pas à financer de nouveaux réacteurs

Un référendum concernant le nucléaire a été organisé le 27 janvier 2013 avec comme question : « La Bulgarie doit-elle développer son énergie nucléaire par l'édification d'une nouvelle centrale atomique ? »

Il ne s'agissait pas d'un référendum pour ou contre le nucléaire, mais de décider la construction d'une seconde centrale nucléaire dans la localité de Belene. Le premier Ministre, Boïko Borissov, qui trébuchera quelques semaines plus tard devant les émeutes de l'électricité voulait l'appui des électeurs pour annuler le projet de Belene, trop cher, et le remplacer par la construction d'un septième réacteur à Kozloduy.

Les électeurs se déplacèrent peu, il y eut 80% d'abstentions, il est vrai que verglas et neige dominaient le pays. Le référendum n'a aucune valeur légale avec une telle abstention : il n'empêche, 60% des suffrages exprimés désapprouvaient le Premier Ministre et souhaitaient une nouvelle centrale nucléaire. Il est fort osé d'interpréter les résultats comme un désaveu du nucléaire par les Bulgares, comme cela a été écrit. De toute façon l'argent manque pour remplacer les réacteurs 3 et 4 que les Bulgares ne souhaitaient pas arrêter par une nouvelle centrale. Il reste à montrer que la solution de l'ancien Premier Ministre, remplacer Belene par un septième réacteur à Kozloduy, à priori moins chère, est viable techniquement et financièrement.

- L'avenir des deux derniers réacteurs Kozloduy 5 et 6

Ces deux réacteurs, qui fournissent aujourd'hui 35% de l'électricité bulgare, et la moins chère, ont des licences de fonctionnement qui expirent en 2017 et 2019. Le Gouvernement bulgare, en accord avec l'opposition, souhaite prolonger leur fonctionnement de 20 ans.

Il est à parier que les renouvellements de licences des tranches 5 et 6 recevront un accueil plus favorable de Bruxelles. On peut douter de la capacité financière des Bulgares à construire une nouvelle centrale nucléaire. La Commission, lors d'hivers précédents, a consenti des versements complémentaires pour compenser en partie les conséquences des fermetures des réacteurs qu'elle avait imposées. Il serait juste qu'elle continue de payer.¹³

III) Quelques autres facteurs influant sur les prix de l'électricité en Bulgarie

Les émeutes concernant les prix de l'électricité de la fin de l'hiver ont provoqué l'annonce le 10 avril 2013 d'une enquête de la Commission européenne. De son côté, le Gouvernement local avait tenté de rejeter la responsabilité de l'augmentation des prix sur les sociétés de fourniture d'électricité, largement sous contrôle étranger comme le tchèque CEZ, l'allemand E.ON et l'autrichien EVN. Tout cela génère des investigations diverses et variées, entre autres de la Direction Générale de l'Energie (Bruxelles), du régulateur bulgare et de l'autorité locale de concurrence.

¹³ « Les actions mises en œuvre...ont compensé près de 500MWe de perte de capacité de production [nucléaire bulgare] » Commission européenne COM(2011)432 final 13/7/2011. Or c'est plus de 1600MWe qui ont été arrêtés.

On ajoutera à cela que le 24 janvier 2013, la Commission européenne a assigné la Bulgarie devant la Cour Européenne de Justice pour non transcription dans sa législation de la dernière directive européenne sur l'électricité et le gaz (en date de 2009).

On peut espérer que de toutes ces recherches jaillira la lumière sur l'explosion des prix de l'électricité.

Pour notre part, nous nous contenterons de quelques coups de projecteurs.

Quelques données générales

- Caractéristiques principales de la production d'électricité bulgare ainsi que la consommation intérieure et les exportations en TWh¹⁴ :

Année	Production totale	dont nucléaire	dont thermique	dont hydraulique	Dont solaire	Dont éolien	Dont export (bilan)
2012	41,9	14,7	22,1	3,8	0,02	1,0	8,4
		(35%)	(53%)	(9%)	(0,05%)	(2%)	
2011	45,1	15,2	25,9	3,5	-	0,5	10,7
2010	41,0	14,2	21,1	5,4	-	0,3	8,5

Décomposition du coût de l'électricité suivant un rapport déjà cité du CSD¹⁵ : les calculs du Rapport sont de 2013, mais les données sont celles de 2011 (Institut National de Statistiques)¹⁶ :

Subventions aux ENR	Subventions cogénération	Distribution et Transport	Production	TVA	Divers
6,2%	2,1%	35,9%	37,5%	16,7% ¹⁷	1,6%

A-Le coût contesté des énergies vertes. Quel avenir pour les investisseurs ?

L'objectif fixé pour la Bulgarie par la législation européenne est 16% d'énergie renouvelable pour l'ensemble de l'énergie en 2020. L'augmentation à réaliser est faible, 6%, mais doit se réaliser principalement dans le secteur électrique.

Le pays s'est lancé dans un programme ambitieux d'aide aux énergies renouvelables, éolien, solaire et biomasse. Au départ, les tarifs d'achat garantis étaient généreux du même ordre qu'en Allemagne à la même époque. En 2010, le MWh éolien était payé 61 à 89 euros, et pour le MWh solaire jusqu'à 398 euros. De tels prix d'achat ont fait accourir des investisseurs très divers, italiens, espagnols, chinois, autrichiens et sud coréens. « Ces prix garantis et élevés provoquèrent une rapide et chaotique explosion de projets, qui, s'ils avaient été réalisés, auraient conduit à une puissance installée de 18 000 MWe, soit presque le double du parc électrique du pays »¹⁸. Ce qui était absurde techniquement et aurait conduit à des prix extravagants de l'électricité. Très rapidement le gouvernement a réagi en baissant les tarifs d'achat garantis. Mais le mouvement était lancé.

La capacité en solaire photovoltaïque a bondi, de négligeable, elle est passée à 132 MWc fin 2011 à 900 MWc aujourd'hui. La capacité solaire installée par habitant est devenue supérieure à celle d'Espagne. La puissance installée en éolien atteint aujourd'hui 700 MWe.

Le coût total pour les Bulgares était de 6,2% des factures d'électricité en 2011 (voir tableau ci-dessus). En 2013, on estime que la part est probablement de 10% sans compter l'impact financier sur les réseaux causé par des fournitures aléatoires de courant (intermittence). Le coût continuerait à grimper, mais :

- les tarifs d'achat ont baissé, surtout pour le solaire. Le MWh solaire n'est plus acheté que 120 euros. Le MWh fabriqué à partir des déchets ménagers est encore acheté de 115 à 119 euros.

- Les autorités cherchent à imposer des taxes d'accès au réseau pour les énergies renouvelables. On a noté que les énergies éoliennes et solaires disposent d'une capacité de 1600 MWe sur un total du parc électrique de 10000 MWe. Cela signifie une capacité non négligeable de production d'électricité intermittente, dont les

¹⁴ ENTSOE, chiffres provisoires pour 2012.

¹⁵ Center for Study of Electricity « Why Electricity Bills in Bulgaria Spoiled the Party » 2013

¹⁶ Cf. Note 2 du Rapport cite précédemment.

¹⁷ Le taux nominal pour l'électricité résidentielle de TVA est de 20%

¹⁸ «Green energy governance in Bulgaria» Center for Study of Democracy

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

variations aléatoires perturbent dès à présent l'équilibre des réseaux électriques. Pour s'adapter à ces à-coups, le réseau bulgare devrait consentir des investissements coûteux. C'est bien ce qui est prévu. Mais cela va encore augmenter le coût engendré par les énergies renouvelables. Le régulateur a donc imaginé de faire payer aux producteurs d'électricité renouvelable, (cela concerne essentiellement le solaire et l'éolien) un prix d'accès assez élevé au réseau. Cela est illégal compte tenu de la législation européenne, comme l'ont rappelé les tribunaux locaux.

Cependant l'affaire n'est pas terminée. Le pouvoir, devant les réactions violentes de la population, doit obligatoirement limiter les hausses des prix de l'électricité, voir les baisser. Or l'impact des énergies renouvelables sur les tarifs de l'électricité est très impopulaire auprès des Bulgares (leur part apparaît sur les factures).

Les sondages indiquent qu'à 86% des opinions exprimées, les Bulgares refusent de les subventionner. Les 14% qui admettent ces aides, veulent les plafonner à 10% du coût de l'électricité¹⁹.

L'avis d'une majorité écrasante des Bulgares est qu'ils n'ont pas les moyens de payer des énergies renouvelables. Il faut s'attendre à de nouvelles règles en restreignant les revenus, y compris des tentatives de mesures rétroactives. Les investisseurs déjà engagés ont du souci à se faire.

B. La TVA pour l'électricité

La législation européenne prévoit plusieurs fourchettes de taux de TVA, dont des possibilités de taux réduits pour les biens et services de première nécessité. La Commission européenne, qui a accepté ce taux réduit pour la restauration française, aurait des raisons de l'accepter pour l'électricité bulgare, bien de première nécessité pour 40% de la population urbaine qui en a besoin pour le chauffage et la cuisine.

On constate que certains dirigeants politiques demandent effectivement que la TVA sur l'électricité soit réduite, au moins pour certaines catégories de la population. Elle est, nominalement, de 20%.

C. Les compagnies étrangères d'électricité : une nécessaire modernisation

La fourniture d'électricité est largement aux mains de trois compagnies étrangères, le Tchèque CEZ, l'Allemand E.ON et l'Autrichien AVN. Ce sont elles qui envoient les factures aux ménages. Elles sont des boucs émissaires idéaux. Soupçonnées d'entente et de surfacturation, elles font l'objet de diverses investigations. On attendra les conclusions. CEZ est particulièrement visée. Il est exact que ces sociétés ont consenti de lourds investissements pour moderniser leurs réseaux, souhaitent les rentabiliser et ont demandé des augmentations de tarifs. La compagnie tchèque CEZ, à qui le Gouvernement albanais veut faire payer les conséquences d'une sécheresse n'a pas de chance dans les Balkans.

D. Mystères, fraudes et opacité : le poids de l'économie grise

On trouvera en Annexe quelques données concernant « L'économie grise en Bulgarie »

-Le 22 mai 2013, le nouveau Premier Ministre Marin Raykov déclare devant le Parlement que le problème le plus important « était le surplus de la production d'électricité ». Il ajoute : « Concernant les surplus d'électricité nous avons trouvé une organisation disproportionnée, au bord de l'effondrement, et des méthodes erronées de calcul des prix... » Il précise que le problème existe depuis vingt ans. Surplus d'électricité signifie exportations. La Bulgarie est l'exportateur régional d'électricité. Elle vend près de 20% de sa production entre autres à la Grèce et à la Turquie. Cette activité doit-elle subir un grand nettoyage ?

Le 23 avril 2013, l'agence de presse locale Novinite, reprenant une information de la chaîne locale TV7, avait titré sur une fraude concernant des exportations illégales d'électricité de 2008 à 2013, qui aurait coûté un milliards de lev (500 millions d'euros) aux consommateurs bulgares.

-En avril 2013, le Ministre de l'Economie et de l'Energie, Asen Vasilev, annonce que le directeur de la centrale nucléaire de Kozloduy est révoqué pour « violation de procédures d'appels d'offres ». Le 5 mai, le Premier Ministre Marin Raykov réaffirme sa confiance à l'intéressé et dément toute sanction. Les détails de l'affaire restent inconnus et certains écrivent que la volte face du Premier Ministre est « mystérieuse »²⁰.

¹⁹ Center for the Study of Democracy: « Are Bulgarian consumers willing to pay for clean energy? ».

²⁰ « Le Premier Ministre fait une mystérieuse volte face concernant le licenciement du patron de Kozloduy » Novinite, 5 mai 2013

-L'ONG « Center for Study of Democracy » fait l'inventaire des fraudes et délits affectant le secteur énergétique et singulièrement l'électricité²¹. Sans entrer dans les détails, on relève les problèmes liés aux appels d'offres, une prolifération de sociétés de services, le vol d'électricité, de câbles, etc.

La même ONG estime que les compagnies de distribution souffrent « de pertes notables de courant dues à des vols de courant ou de câbles...en général ces sociétés perdent 20 à 25% du courant par vols ou défaillances techniques... » « On estime que les petites entreprises, les restaurants, les hôtels ou cafés sont parmi les plus importants fraudeurs... »

-On notera, dans un secteur connexe, que l'Office des Forêts a échangé de nombreuses parcelles à des conditions douteuses (voir Annexe). Probablement pour faciliter le chauffage au bois !

Les délinquants ne fournissant pas leur chiffre d'affaires à l'Institut local de Statistiques, nous ne chiffrerons pas l'impact de ces délits sur les prix de l'électricité. Il doit être conséquent. Le Center for Study of Democracy estime que cette délinquance est en baisse, mais reste un problème majeur (Voir Annexe).

La lutte contre l'économie grise est une priorité afin de faire baisser le prix de l'électricité.

IV) Une solution : le chauffage au gaz naturel ? Le poids de Gazprom. Les curieuses manifestations anti-gaz de schistes

L'électricité bulgare est la moins chère d'Europe... mais ce n'est pas le cas pour le gaz, certes moins cher que la moyenne européenne, mais 40% plus onéreux que dans la Roumanie voisine et seulement 15% moins qu'en France²².

Le gaz est pourtant, pour le chauffage, la solution préférée du Gouvernement local, comme nous le lisons dans le Rapport « Energy Strategy of the Republic of Bulgaria till 2020 », approuvé par le Parlement (juin 2011). On y lit que la part de la population raccordée actuellement au réseau de gaz est infime : 1,5%²³. Il faudra poser beaucoup de tuyaux. La solution n'est donc pas pour tout de suite. Nous ne discuterons ni des investissements prévus, ni des délais indiqués, ni du coût final pour le consommateur. Nous relaterons un événement récent.

Contrairement à la Pologne, le Parlement bulgare vote le 18 janvier 2012, à une écrasante majorité l'interdiction d'utiliser « la technologie de fracturation hydraulique pour l'exploration du pétrole et du gaz ». Ce vote a été précédé de manifestations anti-gaz de schistes dans plusieurs villes du pays, dont Sofia et Varna.

A priori, une telle hostilité peut se comprendre pour un peuple qui s'est révolté contre le communisme en alliant la revendication démocratique à la défense de l'environnement. Le premier mouvement démocratique bulgare, à l'origine de la chute du dictateur communiste Jivkov en novembre 1989, s'appelait Eco Glasnost, le nom est tout un programme.

La surprise est que certains fondateurs d'EcoGlasnost ont eu beaucoup de mal à comprendre le mouvement et les manifestations anti-gaz de schistes. Voici la réaction de l'un d'entre eux, l'écrivain Edvin Sugarev²⁴, dans le site web « Svobodata » :

« Honnêtement, j'ai du mal à concevoir qu'une poignée de protestations bien organisées et certainement bien financées contre le gaz de schistes soient parvenues à concilier gouvernement et opposition... Je crois que les députés ont sécurisé le monopole de la compagnie russe Gazprom dans notre pays, avec la perspective que la Bulgarie continue à payer à l'avenir l'un des prix du gaz les plus élevés d'Europe ».

La Bulgarie a peut-être des réserves de gaz de schistes qui lui donneraient son indépendance gazière pour plusieurs générations et qui lui permettraient de se passer des fournitures russes qui aujourd'hui satisfont la quasi-totalité des besoins.

Le vote du Parlement bulgare a suscité une réaction rapide des Etats-Unis. La Secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est rendue à Sofia le 5 février suivant pour tenter de convaincre les Bulgares d'exploiter leur gaz de schistes et l'Ambassadeur US a indiqué que le pays payait son gaz (russe) deux à trois fois plus cher qu'aux Etats-Unis.

²¹ « The Energy Sector in Bulgaria : major governance issues » §II, « A sector of high corruption risk » et § III « Common Energy Crimes ». CSD-Sofia 2010

²² Institut bulgare de statistiques : 15 euros /GJ au second semestre 2012

²³ P.6 du Rapport « The Energy Sector in Bulgaria ». Op. cité

²⁴ Edvin Sugarev, membre du Parlement bulgare en 1991 a contribué à l'élaboration de la Constitution.

Aucune réaction européenne : nous n'avons pas de politique commune dans ce domaine.

Les Russes (Gazprom) fournissent 97% du gaz, 94% du pétrole brut, et 54% du charbon utilisés dans le pays. On ajoutera que les centrales nucléaires bulgares sont de construction russe. Les intérêts du Grand Frère slave dépassent largement la petite Bulgarie. Le pays est stratégique pour la Russie qui irriguera l'Europe, et l'irrigue déjà à partir de deux gazoducs géants NorthStream et SouthStream. NorthStream débouche par l'Allemagne et SouthStream par la Bulgarie.

Comme le proclame le site web de SouthStream « La Bulgarie est la tête de pont de SouthStream comme l'Allemagne l'est pour NorthStream. ».

Le 17 novembre 2012, le Premier Ministre bulgare Boyko Borissov et le Directeur Général de Gazprom, Alexis Miller, ont signé un dernier accord concernant les investissements de SouthStream. Le Président russe Vladimir Poutine avait ordonné que les travaux commencent avant la fin de 2012²⁵.

A cette occasion, Miller a accepté une diminution de 20% du prix du gaz livré aux Bulgares qu'ils payaient 520 dollars pour mille m³. Le contrat est de dix ans et comporte une indexation sur les prix du pétrole, ce qui aujourd'hui est considéré comme défavorable à l'acheteur. Les Bulgares pourront le renégocier dans six ans. Le moins que l'on puisse dire est que l'Ambassadeur US, cité ci-dessus, avait raison quant aux écarts de prix avec les Etats-Unis. Le prix américain est de l'ordre de 150 dollars le millier de m³. Le Grand Frère slave a fait un effort très limité et certainement insuffisant pour le chauffage des Bulgares.

Le secteur énergétique bulgare, et singulièrement le gaz, est sous influence russe. Et les prix aussi...

IV) Une solution : améliorer l'efficacité énergétique résidentielle ?

Une façon d'améliorer les conditions de chauffage est d'améliorer son efficacité. Il faut faire à ce sujet un constat d'échec.

Les données suivantes proviennent de l'étude européenne du Projet Odyssee-Mure.²⁶

L'efficacité énergétique s'est améliorée de 38% en Bulgarie de 1996 à 2010, contre 17% pour la moyenne de l'Union européenne. Cette bonne performance, rendue aisée par le point de départ, le grand gaspillage énergétique sous le régime communiste, ne doit pas faire illusion : le pays reste le dernier de l'Union pour l'efficacité énergétique. Comme ailleurs en Europe, un coup d'arrêt est survenu au moment de la crise économique en 2008, le rythme d'amélioration s'est repris ensuite.

C'est dans l'industrie que les progrès les plus spectaculaires sont survenus : 78% en moyenne, 80% dans la chimie.

De 1996 à 2002, les ménages ont augmenté régulièrement l'efficacité de leur utilisation de l'énergie, de 20%, dont le chauffage est la part la plus importante. Depuis 2002, l'amélioration est négligeable.

L'étude européenne Mure-Odyssee conclut sobrement : « [Ce résultat] implique des améliorations insignifiantes ». Le Center for Study of Democracy explique : « Ce n'est pas par ignorance ou manque de volonté que les Bulgares ne font pas d'efforts [dans ce domaine], mais par manque de moyens ... c'est à l'État de lancer le mouvement par des programmes d'aides... »²⁷

L'amélioration de l'efficacité énergétique résidentielle est une priorité et devrait faire l'objet de l'attention financière de la Commission européenne.

²⁵ Cf. par ex. Communiqué UPI 19/11/2012 « Bulgaria to get price cut in Gazprom deal »

²⁶ Rapport Mure-Odyssee « Energy Efficiency Profile : Bulgaria oct. 2012

²⁷ « Green Growth and Sustainable Development in Bulgaria » février 2012. Op.cité

En conclusion :

- la mauvaise gouvernance du pays et les fraudes diverses sont au cœur du problème.

- l'Union européenne et sa Commission ont leur part de responsabilité. Les tranches nucléaires de Kozloduy 3 et 4 qui produisaient de l'électricité à bas prix auraient du continuer à fonctionner.

- la législation européenne doit être adaptée à la Bulgarie : ce pays ne peut financer les énergies vertes et doit se focaliser sur l'efficacité énergétique.

- le poids de Gazprom dans le pays devrait attirer l'attention des dirigeants européens, au moins autant que celle de la Maison Blanche.

Annexe : l'économie grise en Bulgarie

Dans toute description liée à l'économie bulgare, il est impossible de ne pas évoquer l'économie grise, informelle ou souterraine, on emploiera les termes que l'on voudra. On pourra se reporter, par exemple, au Rapport du Center for the Study of Democracy, « The hidden economy of Bulgaria: 2011-2012 »²⁸. Sont pointés « les pratiques de corruption et la faiblesse des institutions ».

« Un fait qui joue directement sur la taille de l'économie informelle est l'importance de la dette privée. Certaines estimations l'évaluent à 170% du PIB du pays. Elle peut contribuer à des comptabilités incomplètes permettant de rassurer les créditeurs. »

Il semble qu'une amélioration soit en cours, mais « l'économie informelle continue d'être un obstacle majeur au développement. Des pratiques comme le travail non déclaré continuent d'être socialement admis. Le mécontentement général lié au contexte économique nourrit un mouvement massif de fraude fiscale. »

« Les financements européens sont rendus souvent inefficaces par l'absence d'institutions valables et l'incapacité administratives. La demande interne reste faible et de peu sophistiquée. L'économie informelle continue d'être un moyen important pour débiter dans des affaires de petite ou moyenne dimensions ».

On notera la faiblesse des Agences officielles de régulation. Beaucoup ne publient pas de Rapports annuels et « cherchent à s'agrandir et à se faire de la publicité plutôt qu'à obtenir des résultats ».

Parmi, les agences critiquées, se trouve l'Agence des Forêts « bien connue pour étant responsable de centaines d'échanges de terres à des prix inférieurs au marché qui ont coûté à l'état un milliard²⁹ en perte de revenu... ». Cette Agence ne publie toujours pas de rapport annuel. Une histoire de déboisement pour bois de chauffage ?

²⁸ Policy Brief N°37, January 2013.

²⁹ En monnaie locale, donc un demi-milliard d'euros.